



HAL
open science

Ce que faire parler de politique veut dire

Philippe Aldrin, Marine de Lassalle

► **To cite this version:**

Philippe Aldrin, Marine de Lassalle. Ce que faire parler de politique veut dire: Remarques sur la relation d'entretien et le parler politique à partir d'une enquête sur le rapport ordinaire à l'Europe. François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot, Sabine Rozier. L'ordinaire du politique. Enquête sur les rapports profanes au politique, Presses Universitaires du Septentrion, pp.299-321, 2016, 978-2-7574-1473-6. 10.4000/books.septentrion.28185 . halshs-01572124

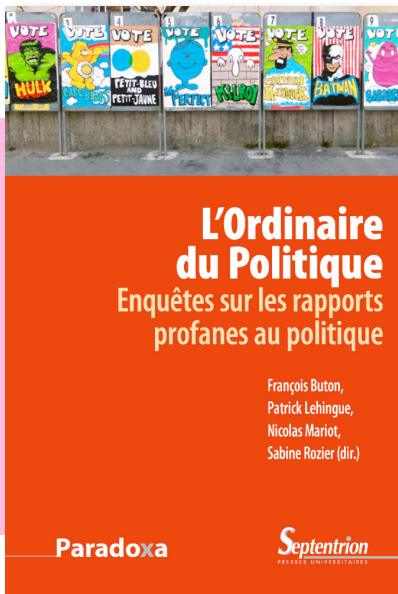
HAL Id: halshs-01572124

<https://shs.hal.science/halshs-01572124>

Submitted on 4 Aug 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Philippe ALDRIN et Marine DE LASSALLE

« Ce que faire parler de politique veut dire

Remarques sur la relation d'entretien et le parler politique à partir d'une enquête sur le rapport ordinaire à l'Europe » in BUTON F., LEHINGUE P., MARIOT N., ROZIER S. (dir.), *L'ordinaire du politique. Enquête sur les rapports profanes au politique*, Lille, Presses du Septentrion, Coll. « Paradoxa », 2016, p. 299-321.

« La sociologie est devenue la science de l'entretien. (...) Le sociologue est devenu un interviewer. L'entretien est son instrument, ses travaux en portent la marque. »
Everett Hughes et Mark Benney, « Of the sociology and the interview » (1956)

« Le sociologue ne peut ignorer que le propre de son point de vue est d'être un point de vue sur un point de vue. »

Pierre Bourdieu, *La misère du monde* (1993)

Retour sur une « situation négligée » : l'entretien d'enquête comme rencontre sociale

Que fait-on quand on fait parler des gens de politique à partir d'un guide d'entretien ? Fait-on toujours usage de cette technique d'enquête de façon ajustée au programme de connaissance que l'on poursuit ? Peut-on mesurer ce que l'on fait par là à la parole des enquêtés et à leurs opinions ? Enfin, que peut-on inférer de tels propos sollicités par et pour l'enquête ? Ce sont ces « vieilles » questions de la science sociale que nous voudrions ici reposer et, ce faisant, rouvrir le débat sur un procédé de fabrication et d'analyse des « opinions » sans doute trop naturalisé chez les sociologues du politique. Notre propos se veut avant tout un retour réflexif sur la production et l'exploitation d'un vaste matériau d'enquête, celui d'un programme de recherche international qui visait à étudier les « conceptions ordinaires de l'Europe » à partir de la réalisation de plus de six cents entretiens semi-dirigés dans cinq pays de l'Union Européenne¹. Il s'agit de proposer une réanalyse de ce matériau en reconsidérant statut sociologique des entretiens et de la relation d'enquête dans laquelle ils ont été produits. En effet, le guide d'entretien utilisé pour cette enquête a été conçu pour *recueillir des opinions* et *mesurer des attitudes ordinaires* à l'égard de l'Europe politique. Ce, dans le droit fil de toute

¹ Réalisé entre 2005-2009, le programme Concorde (pour CONCEptions ORDinaires De l'Europe) a bénéficié d'un financement ANR. Sous la direction de Daniel Gaxie, il a associé plusieurs unités de recherches françaises (CRPS, GSPE, CURAPP), le Centre Marc-Bloch de Berlin ainsi que des chercheurs italiens, tchèques et polonais. Les principaux résultats de ce programme sont à lire dans GAXIE *et al.*, 2011.

une tradition d'analyse de la science politique et des « politologues »² qui voit dans les réponses aux entretiens ou aux questionnaires un moyen d'accéder directement aux attitudes politiques des citoyens³. Or, la démarche proposée dans le présent article ne s'inscrit pas exactement dans cette tradition.

Nous souhaitons réinvestir le matériau d'enquête en ayant à l'esprit que les actes de parole obtenus par l'utilisation d'un guide d'entretien restent *fondamentalement* les produits d'une interaction sollicitée à des fins de connaissance scientifique. Il n'est pas question d'ignorer qu'il existe une gradation marquée, en termes de niveaux d'artificialité de l'interaction d'enquête, entre la passation d'un questionnaire, celle d'un guide d'entretien ou, par exemple, la réalisation d'un entretien biographique. Il n'est pas plus question de contester l'usage de l'entretien dirigé ou semi-dirigé pour étudier le rapport au politique des individus, tant ce phénomène demeure difficilement observable à partir des méthodes ethnographiques ou non-réactives⁴. Cependant, l'enquête par entretiens est pour partie justiciable de la critique sociologique adressée aux sondages d'opinion, qui conteste la solidité d'opinions plus provoquées que recueillies mais qui, surtout, pointe l'asymétrie irréductible de la relation d'enquête dans laquelle sont imposés à l'enquêté-e les règles du jeu interactionnel, une assignation de rôle, des problématiques et un lexique souvent extrinsèques à son univers d'expérience sociale. Notre démarche consiste donc, d'une part, à prendre acte que l'entretien semi-dirigé s'écarte, pour la plupart de nos enquêtés tout au moins, d'une situation de conversation « normale » ou habituelle mais, d'autre part, à considérer que cette situation demeure bien une rencontre sociale, au sens interactionniste de cette expression – c'est-à-dire une « niche microécologique » de relation, marquée par l'intervisibilité et l'immédiateté, réglée par des principes de coopération (maintien réciproque de la face, respect des tours de parole, etc.) et irréductiblement idiosyncrasique⁵ – où s'échangent plus que des points de vue. L'interaction d'entretien revêt une double dimension, à la fois socialement prescrite et toujours *sui generis*, et constitue bien sous cet aspect une situation sociale dont Erving Goffman déplorait qu'elle ait été négligée et trop souvent traitée par les sociologues comme « une cousine de province » à la « va-comme-je-te-pousse »⁶. Parmi les questions qui se font jour alors, se pose celle de l'écart différencié des enquêtés à la situation d'entretien réétudiée ici – (faire) parler de l'Europe politique. Nous souhaiterions, ce faisant, proposer quelques pistes pour un autre traitement sociologique de ces produits d'enquête que sont les transcriptions d'entretien.

Notre réflexion sur la situation de l'entretien semi-dirigé et les propriétés sociologiques du matériau qu'elle permet de produire prend cadre dans un mouvement plus général engagé par une partie des sociologues du politique pour refonder les cadres analytiques et théoriques des « rapports au politique », notamment en s'écartant des méthodes (quantitatives) et de la théorisation (béhavioriste) du « paradigme minimaliste »⁷ pour qui la grande majorité des citoyens des vieilles démocraties disposent d'opinions politiques

² On renvoie aux remarques de Patrick Champagne à propos des « doxosophes ». CHAMPAGNE, 1990.

³ Pour un panorama synthétique de cette tradition, voir MAYER, 2010.

⁴ Pour une tentative d'observation directe des rapports au politique, voir ALDRIN, 2003. Sur les difficultés d'une ethnologie des rapports au politique, voir MARIOT, 2010.

⁵ GOFFMAN, 1987 [1981].

⁶ GOFFMAN, 1988 [1964], p. 146.

⁷ SNIDERMAN, 1998.

ni cohérentes ni informées ni structurées⁸. Ce mouvement vise à ne plus seulement définir la cohérence, le niveau d'information et le degré de structuration des opinions politiques à l'aune de l'idéal démocratique ou des catégories sociales détentrices du savoir savant ou légitime⁹. Grâce, d'une part, aux influences du pragmatisme, de l'ethnométhodologie et de la psychologie cognitive qui ont en effet permis de faire valoir une acception plus extensive des perceptions ordinaires du politique et, d'autre part, à l'utilisation d'outils d'enquête microsociologiques telles que les entretiens non directifs, biographiques¹⁰ ou encore les entretiens collectifs¹¹ redonnant aux enquêtés leurs mots, leurs doutes, leurs certitudes et leurs propres logiques argumentatives. Entre les pôles occupés, d'un côté, par le « paradigme minimaliste » (qui campe sur une conception normative et/ou légitimiste de la compétence politique) et, de l'autre, par le « paradigme cognitiviste » (qui tend à dé-sociologiser pour l'universaliser le mécanisme de formation des opinions)¹², se dessine aujourd'hui tout un *continuum* d'approches et de méthodes possibles pour étudier les façons moins convenues de parler et de juger la politique. Il s'agit toujours, au fond, de saisir ce qu'Alfredo Joignant a qualifié de « compétence rustique », définie comme un assortiment de « repères et de bricolages pratiques, de matériaux rustiques et de scripts qui, ensemble ou séparément, permettent à des agents ordinaires de repérer des objets, des agents et des situations dans le champ politique, de s'y orienter, de s'y retrouver et de lui donner sens à partir d'une échelle profane de pertinence »¹³. Si des recherches ont récemment été engagées dans ce sens¹⁴, il reste encore aux études sur « l'opinion européenne » à vraiment franchir le gué. Si les sondages Eurobaromètre ont permis depuis près de quarante ans d'observer les tendances de l'« opinion européenne », nous savons finalement peu de choses sur ce que les Européens disent de l'Europe et comment ils le disent en dehors des questionnaires conçus par des sondeurs et fondés justement sur les catégories d'entendement légitimes de la chose politique européenne¹⁵. Pour notre part, nous souhaiterions donc contribuer à cette sociologie du rapport ordinaire à l'Europe en introduisant une attention plus particulière au *parler politique* (ou à la prise de parole politique) en tant qu'acte social, et au *faire parler politique* en tant que méthode d'enquête.

Cette démarche suppose d'opérer plusieurs déplacements dans l'usage de l'entretien d'opinion en sociologie politique. Il s'agit, d'abord, de reconsidérer le statut de l'entretien dans l'enquête, au sens où il n'est plus question de faire de cette technique un moyen sûr d'accès aux attitudes politiques des enquêtés mais d'y voir une situation d'observation de leurs dispositions à dire leur rapport à la politique. Il s'agit ensuite de s'affranchir du projet, pas toujours explicite d'ailleurs, d'évaluer à travers l'entretien d'opinion le niveau

⁸ Les « gens » votent, concluent les auteurs de *Voting*, mais « beaucoup (le font) sans s'impliquer réellement dans l'élection, et même les militants ne sont pas particulièrement motivés par des préoccupations idéologiques ou un sens aigu du devoir civique » (BERELSON *et al.*, 1954, p. 307). Voir aussi DELLI CARPINI, KEETER, 1996.

⁹ Rappelant que la majorité des citoyens (américains) sont politiquement mal informés et présentent des opinions désarticulées, Russell Neumann affirme en outre qu'il n'y a que de faibles corrélations entre leur connaissance de la politique et leurs opinions politiques (NEUMANN, 1986, p. 6-29).

¹⁰ LANE, 1962.

¹¹ GAMSON, 1992.

¹² Pour une illustration de l'« *heuristic perspective* », voir MONDAK, 1993.

¹³ JOIGNANT, 2007.

¹⁴ Voir GAXIE *et al.*, 2011 et DUCHESNE *et al.*, 2013.

¹⁵ ALDRIN, 2010.

d'alphabétisation politique des enquêtés. Là, l'intérêt pour les modalités pratiques du « parler politique » doit être préféré à la mesure de la « compétence politique ». Il s'agit, enfin, de repérer dans l'énonciation d'un point de vue, d'une part, les éléments qui nous renseignent sur les conditions écologiques d'habitation et d'habilitation à parler politique des enquêtés et, d'autre part, les éléments de leur existence (de socialité et donc aussi de socialisation) qui sont autant de points d'appui (représentations, expériences) et de justifications sur lesquels les enquêtés fondent l'expression de leur auto-perception face à des questions politiques. Ce sont ces déplacements successifs qui constituent les étapes de notre propos.

De l'étude des attitudes politiques à une sociologie des dispositions à dire son rapport à la politique

(Pour une réflexivité sur l'entretien d'opinion)

En acceptant pleinement la dimension artéfactuelle (mais, nous le verrons, pas complètement artificielle) des entretiens de l'enquête Concorde, donc en reconsidérant leur statut ou, pour le dire autrement, leur valeur d'utilité pour une sociologie des opinions sur l'Europe politique, nous avons choisi de les réinterroger sous l'angle de l'échange enquêteur-enquêté-e ; échange — ni fortuit ni privé donc ni symétrique ni libre — dont le principe s'apparente à une sollicitation générale et pour l'essentiel implicite que l'on va, à ce stade, formuler ainsi : « Quel point de vue pouvez-vous (sou)tenir en public à propos de l'Europe politique ? ». Sollicité par et pour l'enquête, cet échange ne peut être pris pour une conversation privée puisque, même s'il peut exister une proximité ou une familiarité entre l'enquêté-e et l'enquêteur, ce dernier est muni d'un guide d'entretien et d'un appareil d'enregistrement, se présente comme l'agent d'un programme de recherche académique et prévient son interlocuteur de l'utilisation ultérieure des propos recueillis à des fins d'analyse et de publication scientifiques. Toutes choses qui dévient à l'échange les attributs d'un exercice du quotidien. Cependant, la longueur et le caractère très ouvert des questions du guide d'entretien de l'enquête Concorde créent les conditions pour que l'échange enquêteur-enquêté-e se détèle par moments du guide d'entretien. Cette propension à favoriser une interaction d'enquête moins anonyme est accrue par le mode de recrutement des enquêtés, choisis le plus souvent possible parmi des proches de proches des membres de l'équipe d'enquêteurs.

Dans un échange de ce type, la plupart des enquêtés cherchent à proposer une forme publiquement compréhensible de leurs opinions, à la façon des personnes interviewées dans les médias¹⁶. Ils le font en se représentant mentalement, avec plus ou moins de précision, un public tiers¹⁷, c'est-à-dire un auditoire par-delà la relation d'entretien immédiate, constitué — supposément — des autres chercheurs du programme mais aussi — peut-être — du public secondaire des résultats de l'enquête qui va prendre au sérieux ou tout du moins *faire cas* de leurs paroles. Répondant à une commande implicite mais inhérente au dispositif d'enquête auquel ils ont accepté de se soumettre, les enquêtés cherchent donc à livrer leur point de vue à travers une

¹⁶ ELIASOPH, 1990.

¹⁷ Sur cette question, voir CARDON, HEURTIN, LEMIEUX (1995) et HEURTIN (2007).

énonciation transparente¹⁸, pour le dire à la façon des linguistes. Autrement dit, ils tentent de donner des cadres d'appréhension assez universels à leurs opinions pour les rendre plus largement partageables, notamment en contextualisant la part égo-référée de leurs propos et parfois en essayant d'anticiper la perception de l'enquêteur¹⁹.

Le dispositif d'enquête introduit donc une série de contraintes sur la prise de parole des enquêtés et leur impose au moins quatre impératifs auxquels ils se montrent d'ailleurs diversement préparés par leur position sociale et leurs dispositions relationnelles : *i*) la *justification* (nécessité de justifier leur point de vue en l'adossant à un savoir supposé légitime ou enraciné dans le vécu) ; *ii*) le *dialogisme* (nécessité de situer son point de vue en mentionnant d'autres points de vue socialement disponibles) ; *iii*) la *cohérence* (nécessité d'explicitement les liens logiques entre les avis et jugements exprimés) ; *iv*) la *coopération* (nécessité de maintenir sa face sociale et celle de l'enquêteur²⁰). On a proposé dans un article précédent de qualifier d'effet d'auditoire²¹ l'incidence que ces injonctions et conditionnalités de l'entretien semi-dirigé induisent sur la prise de parole des enquêtés et souligner ainsi, d'une part, l'existence d'un effort de conformation des enquêtés à une norme sociale tacite mais culturellement prescrite des échanges d'opinions en public²² et, d'autre part, la grande variabilité de leurs capacités d'accommodement à cette norme selon leur habitude à partager – et donc à instruire, argumenter et défendre – leurs points de vue politiques dans les mondes²³ et univers sociaux où ils évoluent ordinairement²⁴.

À la différence des intentions de son exploitation primaire, la réanalyse du matériau Concorde ne consiste donc plus à en extraire des attitudes ou des représentations mais à observer comment les enquêtés parviennent *pratiquement* à tenir un point de vue politique, ici sur l'Europe, dans les cadres explicitement et implicitement prescrits par la situation de l'entretien. En nous intéressant aux ressources informationnelles, argumentaires et rhétoriques que mobilisent les enquêtés pour parler politique, nous avons cherché à étudier l'énonciation du rapport au politique comme l'ensemble des dispositions relationnelles acquises permettant de penser et exprimer les articulations entre le soi et l'univers politique²⁵. Dans cette perspective précise, la situation d'entretien est envisagée comme une mise à l'épreuve, une occasion pour les enquêtés de mobiliser et actualiser leurs dispositions à tenir un point de vue en

¹⁸ Cf. DUBOIS, 1969.

¹⁹ Cette attitude peut autant correspondre à une volonté de coopérer à l'enquête qu'à une « résistance à l'objectivation » (« prendre en mains sa propre objectivation ») laissée au seul enquêteur. Cf. BOURDIEU, 1993, p. 1403.

²⁰ Sur le travail de « figuration » et la « félicité » des interactions de face-à-face, voir GOFFMAN, 1974, p. 9-42.

²¹ ALDRIN, DE LASSALLE, 2011.

²² Intervenir dans l'espace de la parole publique oblige à sortir de son ordre personnel pour universaliser son indignation et l'adossé à une cause supposée légitime aux yeux du public. Cf. BOLTANSKI *et al.*, 1984.

²³ Emprunté à l'interactionnisme symbolique, notamment à Anselm Strauss et Howard Becker, l'analyse en termes de « monde » repose sur l'affirmation que le système de représentations et les principes de conduite des individus sont structurés autour d'une activité principale (profession, fonction, statut, etc.), qui les inscrit dans des relations typifiées avec d'autres catégories d'acteurs humains et non-humains. Cf. BECKER, 1988.

²⁴ Prendre part – ou trouver des techniques d'évitement – à des conversations empiétant sur le terrain de la politique est une activité diversement structurée et valorisée selon les milieux sociaux. Voir GAXIE, 1978, p. 41-50 et ELIASOPH, 2010.

²⁵ Sur la dimension contextuelle et interactionnelle des dispositions des acteurs, voir LAHIRE, 2001, p. 94sq.

public (ou publicisable) sur des questions politiques. Ni tout à fait naturelle ni tout à fait artificielle, l'interaction de l'entretien semi-dirigé s'apparente donc plutôt à ce que Goffman appelle un « cadre transformé », une « modalisation » ou pour le dire encore autrement un protocole relationnel référé à un cadre d'interaction socialement prédéfini comportant donc un ensemble de prescriptions réciproques exprimées et inexprimées²⁶. La situation d'entretien Concorde est une modalisation de l'interview journalistique (dont la transcription repose la « réitération technique »). Dans les deux cas, la personne interviewée est invitée à énoncer un point de vue politique personnel de façon présentable, partageable, justifiée et publiquement assumable ou, du moins, tenter de s'accommoder voire trouver des stratégies d'évitement face à cette injonction. Selon cette perspective, ce que dit l'enquêté-e ne donne pas tant accès à ses opinions politiques qu'à sa façon d'interpréter la sollicitation de l'enquêteur (et les intentions du programme d'enquête) mais aussi à son habileté à y répondre. Cette énonciation du rapport au politique traduit donc l'état des dispositions relationnelles acquises qui permettent de formuler et justifier des jugements personnels sur la marche du monde.

Identifications sociales et redimensionnement à soi du politique

(Une définition non légitimiste du politique et du parler politique)

Observer comment les enquêtés s'y prennent en situation pour opiner « politiquement » sur l'Europe nous a conduit à privilégier le critère de l'identification²⁷ ou plutôt de « l'auto-identification », notion empruntée à Rogers Brubaker qui, plutôt que de présupposer l'existence d'identités substantielles, invite, d'une part, à mettre l'accent sur l'identification comme processus et, d'autre part, à prendre en compte la dimension situationnelle et contextuelle de celui-ci. Dès les premières minutes d'entretien, les enquêtés prennent appui sur des identités, s'exprimant « en tant que » salarié, marin-pêcheur, chef d'entreprise, étudiant, mère de famille. Ces identifications peuvent être multiples ou univoques, collectives ou singulières, catégorielles²⁸ ou inscrites dans l'espace des relations familiales. Les enquêtés peuvent s'identifier comme appartenant à un groupe professionnel précis (en tant qu'agriculteur) ou plus large (en tant que salarié), comme acteur économique faisant corps avec leur entreprise, comme membre d'une famille ou d'une communauté domestique, par un état de grandeur, important ou insigne (« pour nous les petits ») ou, mais beaucoup plus rarement qu'on ne le suppose *a priori*, comme « pur » citoyen opinant dans l'espace public. En tant que « subjectivités situées »²⁹, ces identifications renvoient à des mondes sociaux d'existence, à des formes de socialisation et d'affiliation qui constituent autant de territoires (ou de prises d'appui) du soi social. En tant qu'identifications mobilisées au cours d'un entretien qui porte sur des objets politiques, elles renseignent sur la pluralité des façons dont les enquêtés sont disposés au

²⁶ Selon Goffman, une modalisation est la transcription conventionnelle d'une séquence d'activité sociale qui en est le cadre primaire de référence. Cf. GOFFMAN, 1974, p. 53sq. et p. 94 pour le passage cité.

²⁷ BRUBAKER, 2001. Voir également GAMSON, 1992 et CRAMER WALSH, 2004.

²⁸ À la suite de Craig Calhoun, Brubaker distingue les identifications catégorielles (race, appartenance ethnique, orientation sexuelle, et professions) des identifications relationnelles qui s'effectuent en fonction de la position dans un réseau relationnel (parenté, amitié, etc.), cf. BRUBAKER, 2001, p. 75.

²⁹ S'identifier renvoie à une « subjectivité située » : « La conception que l'on a de qui on est, de sa localisation dans l'espace social et de la manière (en fonction des deux premières) dont on est préparé à l'action. » (*ibid.*, p. 77).

politique et à l'Europe.

« L'Europe ?! Nous, on s'en fout de l'Europe (...). Bah... l'Europe, pour moi, elle a rien fait...d'ailleurs, je vois pas ce qu'elle pourrait faire vu que déjà... Bon, le gouvernement français, il y arrive pas. Alors, l'Europe... En tout cas, pour des gens comme moi, ça sert à rien... »

– Homme, 26 ans, BEP, ouvrier dans le BTP, père ouvrier

« J'étais un Européen bien avant l'Europe. Pour moi, Londres n'est que la banlieue de Paris. Ce n'est pas un autre pays. L'Espagne, c'est chez nous. Enfin chez nous, chez eux d'abord (...). Et, pour moi, l'Europe c'est une évidence. »

– Homme, 48 ans, HEC, chef d'une PME, père artisan-boucher

« Nous, pour les pêcheurs [*l'Europe*] c'est négatif ! Avec les lois qu'ils nous ont données sur les mailles de chalut, les trucs comme ça (...), ils nous pondent des lois qui sont euh... Mon mari vous répondrait la même chose : l'Europe, non ! »

– Française, 32 ans, coiffeuse et femme de pêcheur, père pêcheur

Le « capital linguistique », comme d'ailleurs la « culture politique »³⁰ ou la « compétence à opiner »³¹ de chaque individu ont, comme lui, des coordonnées sociales et historiques. Les rares analyses compréhensives des systèmes d'opinion ou de la participation électorale³² montrent d'ailleurs la prégnance des groupes sociaux d'appartenance et des milieux d'existence dans la construction des façons de dire et juger la politique. C'est ainsi presque toujours à partir de l'endroit du social où leurs existences prennent cadre et sens que les enquêtés cherchent à rendre compte de leurs représentations du monde et de la politique. Les questions ouvertes et le temps laissé aux réponses leur permettent en effet d'évoquer ce « point de l'espace social à partir duquel sont prises toutes le(ur)s vues », « ce lieu où (leur) vision du monde devient évidente, nécessaire, "*taken for granted*" »³³. Sans abdiquer l'échelle de vue qui caractérise le regard sociologique (connaissance des dynamiques de temps long, des structures sociales, des rapports de force matériels et symboliques de l'espace social) et alimente le travail d'objectivation, ces auto-descriptions signalent les éléments biographiques et écologiques justifiant les (absences de) prises de position. Par là, il est envisageable d'accéder à la compréhension du type singulier de relation sociale, pratique ou culturelle que les enquêtés disent entretenir avec les autres mondes sociaux et aussi donc le monde de la politique³⁴. Il nous paraît donc impératif de considérer chaque enquêté-e sous sa dimension d'« individu interdépendant »³⁵, en observant comment il explique la genèse de son point de vue en l'encastrant dans ses interdépendances multiples et originales avec le monde social tel qu'il se le représente. Par un effort de remise en ordre propre au retour sur soi³⁶, la trajectoire biographique, les expériences vécues et le monde à portée, entérinent un *monde social représenté* sur lequel se fondent les attitudes diverses de concernement/indifférence et d'implication/apathie à l'égard des enjeux politiques de la société.

³⁰ BOURDIEU, 1979, p. 463sq et GEERTZ, 1986.

³¹ DÉLOYE, 2007.

³² BRACONNIER, DORMAGEN, 2007.

³³ BOURDIEU, 1993, p. 1422.

³⁴ ELIASOPH, 2010.

³⁵ ELIAS, 2010, p. 59.

³⁶ VOEGTLI (2004).

« Depuis que je suis prêtre, j'ai toujours été dans des endroits où il y avait de la pêche, donc la majorité des gens que j'ai rencontrés étaient des marins pêcheurs et donc dans le milieu maritime, je crois que l'on est un peu délaissés quoi. La pêche, bretonne en particulier, est beaucoup moins aidée que la pêche espagnole, par exemple, ou portugaise. » [Tout l'entretien est marqué par cette identification avec les pêcheurs « qui ont le sentiment d'être rejetés et de ne pas compter »]. « On a l'impression que, quelque part, le projet c'est de laisser tomber la pêche bretonne. Qu'il y a eu un échange quelque part : "Vous abandonnez la pêche bretonne et on vous donne autre chose". C'est comme ça que c'est vécu souvent par les marins, quoi.»

— Homme, 64 ans, curé, père agriculteur

Si l'on veut bien se départir d'une définition légitimiste de la compétence politique — qui serait, ici, la définition académique de l'Europe consignée dans les manuels de droit européen et d'histoire de la construction communautaire, et l'ensemble des prises de positions objectivées et des débats constitués dans l'espace public, dont la connaissance est principalement détenue par les élites éduquées —, on peut observer chez les enquêtés une multitude de savoirs pratiques, de façons non spécialisées de dire leur rapport à l'Europe. Comme tout rapport profane au politique, le rapport profane aux affaires politiques européennes est discontinu³⁷, marqué par le sens du particulier et redimensionné à l'univers d'expérience³⁸. Dans l'usage qui en sera le nôtre, l'expression *rapport ordinaire au politique* renvoie donc, d'abord, à cette façon de retraduire pratiquement le politique, de le proportionner aux mesures de son propre univers. Il s'agit, au fond, de désigner un « sens commun du politique » partageant l'essentiel des traits caractéristiques du sens commun analysé par Clifford Geertz, c'est-à-dire une propension à produire une analyse naturalisée, pratique, simplifiée et non méthodique de l'environnement social³⁹. Loin d'être une compétence de type instinctuelle (au sens de capacité naturelle) indemne de tout effet de socialisation, ce sens pratique possède des coordonnées sociales et est « soumis à des normes de jugement historiquement définis »⁴⁰. On peut l'opposer — et achever, par là, de le définir — à un *rapport affiné au politique*, plus sophistiqué, résultant d'un travail d'acculturation à l'*analyse politique du politique* (formation universitaire, habitude à la saisie intellectuelle des problèmes sociaux, investissement militant) qui reste le fait d'une petite portion très élitaires de la population dont Nicolas Mariot rappelle qu'ils sont des « *freaks* de l'espace public »⁴¹. Il reste que ce rapport affiné est finalement tout autant marqué par le sens du particulier car volontiers redimensionné dans son expression au marché des représentations qui ont cours au sein de l'univers d'expérience propre aux énonciateurs ; univers d'expérience caractérisé par une position relative dans l'espace social, par une distribution spécifique des ressources scolaires et

³⁷ Richard Hoggart a montré que les membres des classes populaires anglaises n'avaient qu'un intérêt lointain et une attention distraite pour la vie politique, perçue comme le monde des « ils », ces « eux » différents des « nous » mais sur lequel ils ont bien leur « petite opinion ». Cf. HOGGART, 1959, p. 150.

³⁸ « Alors même qu'on les abjure solennellement de se hausser à la compréhension des affaires publiques et internationales, les membres des classes populaires se replient sur le quotidien et l'immédiat. Ils transposent et retraduisent dans leur logique les notions qui sont susceptibles de transposition et de traduction. » Cf. *Ibid.*

³⁹ GEERTZ, 1986, p. 108sq.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 97.

⁴¹ MARIOT, 2010.

culturelles qui y structurent les dispositions relationnelles (notamment les marchés, styles et thèmes des conversations). Cependant, en matière de parler politique, la prégnance sociale et médiatique des façons de faire des élites dominantes tendent à leur conférer une valeur de modèle de référence à prétention universelle. Aussi, plus la proximité avec ce modèle de référence du parler politique était intériorisée, voire naturalisée, par nos enquêtés, plus ils paraissaient familiers, à l'aise, avec la situation imposée par l'entretien d'opinion.

La tactique du redimensionnement à soi, une fois rapportée à cette échelle des distances sociales au modèle dominant de *l'analyse politique du politique*, permet d'explorer différemment les façons de juger l'Europe de nos enquêtés. En effet, « l'Europe » ou les institutions et administrations qui l'incarnent, ne semblent pas pareillement présentes, visibles, en tant qu'autorités agissantes, bienfaitantes ou malfaitantes, dans l'univers d'expérience des enquêtés. Elles peuvent d'ailleurs s'y matérialiser de multiples manières, avoir la réputation de préserver, transformer ou détruire les conditions de travail ou la qualité de l'existence selon l'endroit où l'on réside (espaces transfrontaliers, régions agricoles, bassins industriels en phase de reconversion économiques, zones de transit ou de rétention des migrants irréguliers...). Elles peuvent, du même coup, donner l'impression aux enquêtés qu'elles reconfigurent en bien ou en mal les relations entre les mondes sociaux vécus et connus (*e. g.* : ambivalence à l'égard de l'euro ; satisfaction de voir se concrétiser une Europe sans frontières mais crainte face aux travailleurs détachés de la directive Bolkenstein ; sollicitation des aides européennes à la reconversion agricole mais dénonciation de l'absurdité des normes imposées aux agriculteurs). Des enquêtés racontent ainsi ce qu'est ou ce que fait l'Europe aux « gens », qu'il s'agisse d'ailleurs de situations vécues personnellement ou de façon vicariale (« Regardez les ouvriers dans l'automobile, avec Renault qui part faire des voitures en Roumanie ! »). L'expression « Bruxelles » permet alors d'évoquer ce pouvoir sans visage et lointain qui change arbitrairement la vie quotidienne, notamment pour bon nombre d'agriculteurs et pêcheurs rencontrés au cours de l'enquête. Mais il y a aussi les enquêtés qui n'ont à mentionner aucune expérience personnelle ou collective de rencontre avec l'Europe qui demeure une entité matériellement étrangère à leur existence et donc au territoire de leur soi social.

Selon qu'elle est plus ou moins fictive, concrète ou absente, l'expérience de l'Europe est tendanciellement décrite comme une réalité énigmatique (« Ben, y'a bien l'euro que j'ai dans la poche mais... ») ou, à l'inverse, comme la maîtresse lointaine des destins individuels et collectifs chez les enquêtés concernés par les quelques politiques communautarisées (PAC, pêche, marché unique, etc..). Entre les situations les plus contrastées — du quasiment rien au presque tout — s'étage une large gradation d'expériences discontinues de l'Europe qui apparaît alors dans les entretiens tantôt sous les traits évasifs d'un pôle producteur de normes et de politiques publiques régulant le monde (et, du même coup, leur monde), tantôt sous le jour abstrait d'un immense marché économique (prometteur ou menaçant) en perpétuelle expansion, tantôt comme un espace d'échanges interculturels (qui sont jugés perturbateurs ou enrichissants). Mais, finalement, et beaucoup plus rarement que cela n'est

souvent supposé dans les analyses quantitatives, comme l'enjeu d'un débat d'idées ou de projets à propos desquels opiner⁴².

« Je vois, nous, dans notre boulot. On savait pas ce qu'ils allaient nous pondre. À la limite, si j'avais su ce qu'ils nous pondaient j'aurais voté contre [*le TCE*] ! Alors que, d'un autre côté, je serais un peu pour l'Europe ! J'aurais peut-être voté contre l'Europe en pensant à mon travail si j'avais su ce qu'ils allaient nous faire, mais ça serait pas dans l'intérêt de la France non plus ! Donc, euh... pffff... y'a du pour et du contre. Faut savoir si je vote pour l'Europe en tant que citoyen ou en tant qu'artisan... Si j'avais su qu'ils allaient nous sortir toutes leurs lois à la noix pour mon métier, j'aurais voté contre. Alors qu'au départ, j'aurais été pour »

— Français, 54 ans, patron-pêcheur, père pêcheur.

Des spécificités du monde représenté et du territoire du soi social découlent également le sentiment d'être en position de force ou de faiblesse, en capacité d'emprise ou désarmé, impliqué ou en retrait vis-à-vis de cette Europe que l'enquêteur souhaite évoquer. Sur le plan de l'analyse sociologique, la compréhension des ressorts d'une éventuelle identification à l'Europe suppose donc de penser relationnellement univers d'expérience et formes de l'intervention publique européenne (politiques publiques, production normative, techniques politiques de la « représentation », image publique et médiatique). Comme toute communauté politique imaginée, la perception citoyenne de l'UE ne résulte pas d'une pure fiction façonnée par le travail symbolique de ses institutions. L'imaginaire politique européen procède aussi par approximation, extrapolation ou association des matérialités multiples par lesquelles se manifestent au concret les politiques européennes⁴³. D'autant que, pour une partie des enquêtés, les problèmes de l'Europe restent partiellement ou totalement hors de leur zone de manipulation potentielle, pour parler comme Peter Berger et Thomas Luckmann. Souvent, ces enquêtés connaissent l'existence des institutions de l'UE (« Je sais que ça existe, l'Europe, que c'est important... mais c'est tout ») mais elles se situent dans une partie de leur monde représenté dont les chaînages avec leurs univers sont absents ou inopérants. L'Europe est perçue comme un secteur du monde étranger au réel sur lequel les enquêtés ont (le sentiment d'avoir) prise⁴⁴. Souvent, les enquêtés les plus démunis face au guide et au thème de l'entretien « avouent » que l'Europe n'est pas leur chose, que c'est une « affaire de spécialistes ». Dans leurs mots, la scène politique européenne est un monde hors de prise : socialement, culturellement et physiquement éloignée, peuplée par d'« autres », ceux-là même dont la politique est la propriété symbolique, et mieux à même de s'en occuper. Les questions sur le fonctionnement ou les instances de l'Europe politique astreint donc ces enquêtés à mettre pied sur un territoire symbolique inconfortable voire impénétrable. Face à cet « espace imposé » et mal connu, ils recourent aux ruses pratiques des profanes,

42 Réalité ignorée par les travaux scrutant l'advenue d'une citoyenneté européenne et pourtant saillante dans toute enquête qualitative : l'immense majorité des citoyens européens n'ont qu'une connaissance très imprécise de l'intégration européenne, de son histoire, de ses contours géographiques, institutionnels ou politiques. En se focalisant sur l'activité décisionnelle et l'offre (de) politique(s) de l'UE, les sondages européens manquent dramatiquement leur objet.

⁴³ LASSALLE de, 2011.

⁴⁴ Au sens où, comme le rappelle Alfred Schütz, « certains éléments du monde pris pour allant de soi me sont imposés, tandis que d'autres sont, ou bien sous mon contrôle, ou à même d'être conduits sous mon contrôle, et sont donc modifiables ». Voir SCHÜTZ 2007 [1942] p. 82.

compensant leur (sentiment d')ignorance par le répertoire tactique de « la polémologie du "faible" »⁴⁵ : braconnage sur d'autres savoirs ou territoires mieux connus, réponses au coup par coup, déplacement du point de questionnement, digression, analogie ou métaphore ramenant tous à un monde mieux maîtrisé par l'enquêté-e.

Habitude et (auto)habilitation à tenir un point de vue

(Pour une analyse écologique de la « compétence politique »)

Nous avons souligné comment le cadre d'enquête induit un certain nombre d'impératifs désignés comme des effets d'auditoires. Nous voudrions ici explorer l'idée selon laquelle le processus d'identification, dans un contexte spécifique qui est celui de l'enquête, accroît la probabilité de pouvoir *faire face* à la situation et répondre à ses contraintes particulières. Montrer en d'autres termes comment (se localiser sur) un territoire du soi social – en conférant par l'(auto)habilitation à parler politique qui lui est indexé des ressources situationnelles qui lui sont associées – permet de se plier aux exhortations inhérentes aux effets d'auditoires. La conformation aux impératifs de justification et de cohérence s'opère par un mouvement de redimensionnement à soi du questionnement (« en tant que / je pense que ») et par l'adossement du point de vue à des expériences éprouvées. Ainsi, le monde représenté évoqué au cours des entretiens est souvent une mise en mondes du vécu, une narration des épreuves de la réalité sociale sur lesquelles sont fondés les enseignements de l'expérience, les justifications aux actions et aux représentations que l'enquêté-e endosse, ses dispositions personnelles à observer et juger la marche de ce monde, à s'en féliciter ou au contraire s'en indigner. Beaucoup d'enquêtés cherchent ainsi à opérer des « chaînages de mondes », des connexions entre les territoires du soi et le terrain de la politique. Majoritairement sélectionnée en dehors des milieux du militantisme et de la politique professionnelle, la population de notre enquête n'inscrit pas spontanément ou d'emblée ces chaînages de mondes dans une perspective conflictuelle ou idéologique.

Cependant, la plupart des enquêtés tentent, sans toujours y parvenir de manière convaincante, de repérer des décisions absurdes, injustes, des comportements scandaleux repérés dans leur *monde à portée*. Ils font alors fonctionner ces exemples comme autant de ressorts d'indignation pour justifier leur point de vue sur l'Europe. Cette remarque rejoint la forte corrélation déjà observée entre sentiment d'injustice, lecture politique et sensibilité cognitive à l'égard d'un problème social⁴⁶. Ces tentatives des enquêtés pour donner une grandeur à leur propos correspondent aux analyses de la sociologie pragmatique qui ont montré que la compétence critique est indexée sur le sentiment d'injustice, que le passage d'une critique (ou d'une cause) de l'univers de proximité à l'espace public suppose un exercice de grandissement⁴⁷, et que l'expression d'une émotion est essentielle à la communication du sentiment d'injustice et donc à la recevabilité publique de la

⁴⁵ Cette expression comme la perspective d'analyse qu'elle ouvre se réfèrent à M. de Certeau (CERTEAU, 1990, p. 63 et s.).

⁴⁶ GAMSON, 1992.

⁴⁷ BOLTANSKI, THÉVENOT, 1991.

critique (ou de la cause)⁴⁸. La politisation de la parole, quand elle est recherchée par l'enquêté-e, prend ainsi systématiquement appui sur une conflictualité sociale articulée au bon sens, au bien commun ou aux principes universels de justice⁴⁹.

[Interrogée sur ses relations avec les institutions européennes] « On les voit jamais ! Ils nous envoient des questionnaires, ça c'est sûr. Parce que là, j'ai eu un questionnaire sur les femmes de pêcheurs, parce que c'est vrai que nous [les femmes de pêcheurs], on est zéro, on bosse pour notre mari mais on touche rien du tout... Donc, là, on m'a envoyé un questionnaire que j'ai rempli... de l'Europe. Je suis sûre parce qu'il y avait les petites étoiles sur l'enveloppe, c'est l'Europe ! C'est un questionnaire pour les femmes de pêcheurs : est-ce qu'on compte se faire déclarer avec notre mari, et tout, et tout. [Interrogée à propos du sentiment que l'Europe influence le quotidien] Ah ! Bah, avec les lois qu'i' nous font, c'est sûr, genre en ce moment, avec la coquille. L'Europe a voté une loi : avant on pouvait pêcher le poisson et la coquille Saint-Jacques mais l'Europe a décidé que, maintenant, ce serait le poisson ou la coquille Saint-Jacques. Donc en début de saison, c'est-à-dire mi-octobre, on prend une licence de coquille ou de poisson, et si on a décidé de faire de la coquille (comme nous), parce que c'est le chiffre d'affaire de l'année (la coquille Saint-Jacques, c'est ce qu'on pêche le plus et qu'on vend le plus), eh ben on est obligés de faire *que* de la coquille Saint-Jacques. Donc, ça, c'est dégueulasse ! Parce que les jours de mauvais temps (la coquille Saint-Jacques se pêche au large), mon mari va pas en mer parce qu'il y a trop mauvais temps. Il pourrait aller au poisson, plus près. Le problème c'est qu'il a pris sa licence de coquille... donc il a pas le droit d'aller pêcher du poisson. »

— Femme, 32 ans, coiffeuse et femme de pêcheur

L'identification favorise également les effets de dialogisme. S'auto-identifier, c'est circonscrire un soi (exprimé comme un *nous* ou comme un *je*) et identifier une altérité (des autres, des *eux*). Là encore ces espaces dialogiques – mais aussi ceux qui les composent et les relations que l'on entretient avec eux – dépendent des mondes sociaux. Certains peuvent recouvrir des dimensions concrètes dans lesquelles sont nouées avec les autres des relations – de conflit ou de coopération – « en proches ». D'autres sont à l'inverse caractérisés par la distanciation, à l'instar des formes de dépersonnalisation qui ont cours sur des territoires du soi social que peuvent être le « marché économique » (où les autres sont décrits à partir de leur « valeurs » économique sur le marché) ou « l'espace public » (où les autres sont décrits comme des catégories ou des « -ismes », médiés par l'espace public). Les conditions d'existence font ainsi varier les formes concrètes de l'expérience des autres, comme les manières de les mettre en formes et de les labelliser. Mais quelles que soient finalement les dimensions (matérielles ou symboliques) du territoire dans lequel ils se localisent (du « autour de nous », au marché économique, du « ici » à l'espace public), l'identification permet de matérialiser et de circonscrire un espace sur lequel l'enquêté-e peut situer des points de vue et, y référer par contraste son propre point de vue. Les mondes sociaux peuvent ainsi disposer des espaces dialogiques, qui, s'ils sont évoqués dans l'entretien correspondent également

⁴⁸ Selon Boltanski, la coordination politique que supposent l'adhésion et l'organisation de la mobilisation pour une cause nécessite la communication des émotions (selon les voies ou « topiques » que sont l'indignation, le sentiment et l'esthétique). Cf. BOLTANSKI, 2009, p. 24.

⁴⁹ Dans la conversation, la politique agit comme un « processus permettant l'élargissement du champ des préoccupations, une manière de parler animé par l'esprit public, et non pas un sujet qui serait ou non politique », écrit Nina Eliasoph (ELIASOPH, 2010). Voir aussi DUCHESNE, HAEGEL, 2004.

aux marchés conversationnels concrets dans lesquels évoluent les enquêtés.

« [Interrogé à propos de l'éventuelle élargissement à la Turquie] Alors on est tous très divisés là-dessus parce qu'on a tous des amis, j'en ai, qui sont contre, d'autres qui sont moins contre, j'en connais pas qui sont vraiment pour. Moi je suis peut-être le plus pour de tous. Sans être totalement pour... Dans le fond, pour moi, l'argument le plus fort qui m'amènerait à être réservé, qui m'amène d'ailleurs à être réservé sur l'entrée de la Turquie dans l'Europe, c'est que la Turquie n'est pas dans l'Europe (...). Géographiquement. Je crois que c'est pour moi l'argument le plus fort, c'est-à-dire que je ne retiens pas, pour moi, d'autres arguments que d'autres mettent en avant, en disant que c'est un pays musulman. Qui est manifestement l'argument que beaucoup de gens ont en tête. Un autre argument qui a aussi son poids, il faut dire, mais ça on n'y peut rien, c'est que c'est un pays qui (...) a un énorme poids. Mais, pour moi, l'essentiel, c'est quand même pas un pays européen. Donc, pour l'instant, je suis quand même réservé. »

— Homme, 65 ans, chercheur à la retraite.

« [Interrogé à propos de l'éventuelle élargissement à la Turquie] Les nouveaux pays, ils n'ont guère que l'agriculture à nous apporter alors que c'est, déjà là, que le bât blesse (...). La Turquie est à la limite économiquement supérieure au Portugal puisqu'ils ont renvoyés les américains et que les autres ont tout laissé clef en main. On trouve des produits de cosmétiques qui sont prêts en Turquie. C'est le marché de l'Europe actuel. On y va économiquement, mais on ne veut pas les laisser entrer. Ils sont beaucoup plus prêts que des pays comme la Grèce. La Grèce, à part les fruits et les légumes, il n'y a pas grand-chose à en tirer. »

— H., 55 ans, directeur de supermarché.

« On a eu un moment très, très douloureux, parce que bon, on a perdu une nièce... et bon... c'était le lendemain du fameux... [elle cherche dans sa tête] c'est référendum ? [l'enquêteur acquiesce] et euh... bon, après l'enterrement, il y a eu un repas ici et on a retrouvé des cousins et cousines. Là, j'avais tous mes enfants, bien sûr, mes gendres, et tout, plus des neveux (qui venaient de loin). Tous, je pense qu'ils avaient tous votés "oui". On avait aussi deux cousines de Versailles qui sont très de-Villiers et qui avaient voté "non". Et je me rappelle que, bon, nous on était tous dans notre chagrin et elles deux, qui étaient des cousines quand même éloignées, eh ben elles se sont mises à parler de tout ça... Eh ben, je pense que là, c'était dur. Parce que j'avais des neveux qui, peut être, auraient eu... avaient envie de réagir mais n'ont pas réagi. Il faisait beau, on a mangé dehors. Tous les petits, les cousins, on était là tous ensemble, et je me disais "elles sont pas dans le chagrin car elles étaient un peu éloignées". »

— Femme, 70 ans, inactive.

Le redimensionnement à soi et l'évocation des marchés conversationnels concrets contribuent également à redéfinir le cadre de la situation d'enquête. De nombreux auteurs ont montré comment celle-ci pouvait être analysée comme une interaction sociale où se jouent des luttes de classement et de distinction entre des personnes qui, à la fois, occupent des positions sociales différentes et sont diversement dotées des aptitudes à parler la langue légitime. Lorsque l'échange verbal porte intentionnellement et frontalement sur des questions explicitement politiques, on mesure à quel point la connaissance objective, l'appréhension subjective de ces questions mais aussi l'habitude des enquêtés à opiner politiquement en public déterminent leur façon de s'accommoder de la situation d'entretien. C'est sur ce dernier point, que le redimensionnement opéré par la localisation transforme les conditions de l'échange entre l'enquêté-e et l'enquêteur. Par le redimensionnement — à la

condition que l'enquêteur accepte, même partiellement, cette redéfinition tacite – l'échange perd de son asymétrie et cesse d'être uniquement une injonction à opiner à partir de l'espace public pour pouvoir être formalisé à partir de ces endroits du social sur lesquels les enquêtés ont (le sentiment d'avoir) prise et sur lesquels ils sont susceptibles d'avoir acquis – au cours de disputes, de controverses, de conversations, de *small talks*, des dispositions à parler politique. C'est à partir de ces territoires de prise qu'ils peuvent plus ou moins renégocier l'interprétation de la situation, comme la position de l'enquêteur, (re)assigné au rôle de témoin, faire valoir, alter égo, oreille bienveillante, etc. Ce double redimensionnement opéré à partir de la localisation reconfigure les conditions de coopération de la relation enquêteur /enquêté-e et, même si c'est dans les limites du cantonnement territorial, contribue à réduire (sans jamais les absoudre), les effets de violence symbolique propre à la situation d'enquête.

– Eh bien, vous savez, on fait chacun ce qui nous intéresse. Enfin, moi je suis agriculteur. Donc, j'ai un avis sur l'agriculture, mais c'est tout. »

– Homme, 44 ans, agriculteur – éleveur, père agriculteur.

« Oh ! Ben, aujourd'hui, je suis chef d'entreprise donc je suis pour le libéralisme, je suis pour la valeur du travail (...). Je suis contre l'assistanat à l'outrance, même s'il faut effectivement faire du social, mais après ils doivent aussi s'aider un petit peu. Il faut travailler ! Y'a pas de mystère ! Vous, vous êtes étudiante, vous allez vous rendre compte rapidement... Vous voyez déjà... La vraie valeur, c'est le travail. Il faut s'investir. Il faut y croire. Il faut aller de l'avant. Il faut en vouloir. Il faut de l'ambition. Il ne faut pas attendre que tout vous tombe du ciel ! »

– Homme, ancien comptable, 46 ans, chef de PME transport.

En revanche, lorsque les enquêtés ne parviennent pas à s'identifier ou à se localiser socialement, l'entretien retrouve sa forme maintes fois décrite de l'examen scolaire ou de l'interrogatoire de police⁵⁰, dans la mesure où face à un enquêteur plus ou moins habile mais toujours alors perçu comme plus savant, les enquêtés se trouvent dans l'impossibilité de tenir un point de vue, parce qu'ils sont dépourvus de point (« en tant que ») à partir duquel formaliser une vue (« je pense que »). Sans cette auto-identification, c'est-à-dire sans cette capacité à situer le soi dans un espace élargi socialement, professionnellement ou géographiquement localisé, les impératifs de justification et de dialogisme ne peuvent être respectés, et la « vue » sur le monde, dépourvue de *point* d'ancrage, est livrée sous la forme décousue d'une suite de bribes de jugements inarticulée. La coopération de l'interaction se réduisant à une épreuve douloureuse et malaisée, tant pour l'enquêté-e que pour l'enquêteur.

La fabrique sociale du sens politique et les registres pluriels du parler politique

(Pour une analyse des dispositions à la socio-individuation des opinions)

Ce déplacement du regard sur la situation d'entretien, s'il ne remet pas en cause un certain nombre de résultats récurrents de l'analyse sociopolitique,

⁵⁰ Cf. PROTEAU, 2009.

implique toutefois, d'une part, une redéfinition de ce qui constitue l'entretien d'opinion comme épreuve et, d'autre part, une relecture de ses conditions de « réussite ». La transcription d'un entretien d'opinion est habituellement disséquée pour en extraire des éléments d'alphabétisation politique et l'expression de préférences, jugements et prises de positions d'ordre politique. Mais la transcription d'un entretien d'opinion porte également trace d'une série d'indices sur l'aptitude de l'enquêté-e à parler de la marche du monde à partir de soi. Cette disposition à s'auto-situer dans l'espace social (ou les mondes sociaux), c'est-à-dire à désigner un lieu du social (*le point*) depuis lequel l'enquêté-e regarde et juge le monde (*la vue*), est une ressource indispensable pour interpréter au mieux le rôle assigné par l'enquêteur. Cette aptitude, que nous appellerons la disposition à la socio-individuation des opinions, permet en effet à l'enquêté-e de (se) tenir (à) un *point de vue* de bout en bout de l'entretien. La disposition à la socio-individuation des opinions n'est pas nécessairement corrélée au degré d'alphabétisation politique de l'enquêté-e. Un-e enquêté-e peut ainsi parvenir à se situer et porter des jugements sans attester des gages de la compétence politique (définie normativement comme la maîtrise du lexique et des références constitués par l'axiomatique politique). De ce fait, il faut relever que la disposition à la socio-individuation des opinions n'est pas indexée sur les capitaux scolaires et culturels des enquêtés. L'aptitude a pu être forgée dans diverses instances de socialisation. Elle peut être ainsi le produit du travail opéré par un certain nombre d'institutions qui s'appliquent à *faire* des groupes sociaux (corps, communautés, univers, milieux, mondes) dans lesquels des individus se reconnaissent et se localisent au regard du reste de la société. La mobilisation d'indentifications (catégorielles, culturelles, professionnelles...) au cours d'une interaction dont la politique est l'objet central dénote chez l'enquêté-e des dispositions acquises à l'objectivation des groupes sociaux, c'est-à-dire à opérer une division du monde social. L'inverse s'observe aussi. Ainsi, à rebours de professions ou catégories socio-professionnelles fortement identifiées et identificatrices (docker, agriculteur, enseignant...), le faible travail d'institutionnalisation dont sont l'objet certains catégories⁵¹ – c'est le cas notablement des « employés »⁵² – explique sans doute la propension très limitée des enquêtés qui en ressortissent statistiquement à s'y identifier. Il est donc fondamental de porter attention, à la lecture des transcriptions d'entretiens, aux références à des organisations ou institutions dispensatrices de classements et de catégorisations du monde social. En France, par exemple, les syndicats et partis politiques⁵³, de même que l'école ou l'église catholique⁵⁴, ont un temps pu jouer un rôle central et jouent encore mais dans des proportions moindres dans l'inculcation de catégories classantes et d'attributs identificatoires qui sont actionnables comme autant de balises pour se socio-localiser.

La disposition à la socio-individuation des opinions s'acquiert également par la pratique et le style de la conversation dans les groupes de sociabilité. Quand il est affirmé, le point de vue de l'enquêté-e s'appuie sur des références répétées

⁵¹ On pense ici à la construction des « cadres ». Cf. BOLTANSKI, 1982

⁵² CHENU, 1984

⁵³ Cas du PCF et de la « classe ouvrière » (métonymie des classes populaires) dont la désinstitutionnalisation (MISCHI, 2009), qui présente des nuances générationnelles et géographiques, mais peut expliquer le désarmement politique de la référence ouvrière chez une partie des enquêtés pourtant issus du monde ouvrier.

⁵⁴ DELOYE, 2006

aux discussions qui animent son univers d'existence ou ont rythmé son expérience du monde social. La « réussite » de l'épreuve à laquelle sont soumis les enquêtés suppose que ces derniers aient été habitués à échanger des opinions voire à exercer une sorte de porte-parolat « ordinaire » (parler en tant que...) qui peut être réinvesti dans l'entretien⁵⁵. Sous cet aspect, la ré-analyse de notre matériau d'enquête permet de mettre au jour le type de l'individu « entouré », dont la socialité, les affiliations et identifications structurent le point de vue sur le monde social à portée et les mondes au-delà. Quand ils mentionnent leurs entourages, les enquêtés nous donnent à voir les « autrui significatifs » qui sont censés justifier, rendre compréhensible le point de vue tenu : membres de la famille, avec lesquels peut parfois être exercée une activité professionnelle, des amis électivement choisis, des voisins, des collègues de travail ou des « relations » sociales⁵⁶. C'est dans l'évocation des moments et des agencements de leur sociabilité que les enquêtés laissent aussi affleurer des indices sur la position qu'ils occupent dans le marché privé des opinions politiques : leader d'opinion, définisseur de la réalité sociale ou, à l'inverse, suiveur ou influencé.

« Configurations de *stimuli* » susceptibles de jouer un rôle dans l'actualisation ou au contraire la neutralisation du goût et de la dextérité à participer à des conversations (débat voire parfois même controverses) politiques, les entourages composent une part notable de l'encadrement social des dispositions à la socio-individuation des opinions⁵⁷. Les marchés conversationnels prennent des formes particulières selon les mondes sociaux au sein desquels ils se déploient. Mais, quel que soit le milieu social, l'absence ou la désactivation de la disposition au point de vue est toujours marquée par le défaut de politisation de l'entourage ou par des ruptures biographiques⁵⁸ qui ont conduit au délitement de la sociabilité de l'enquêté-e. De fait, il convient de nuancer un sens commun scientifique qui fait des relations interpersonnelles une ressource spécifique des dominés pour opiner politiquement⁵⁹. Les particularités de l'offre politique européenne tendent à amplifier et autoriser, y compris chez les dominants culturels, cette propension diffuse à étalonner ses propres jugements sur ceux des leaders d'opinion de son entourage.

« [Interrogé sur le TCE] C'était un assez joli débat, cette histoire. [il marque un temps] J'ai quand même réussi à m'engueuler avec mes amis. Au départ, parce que je voulais voter "oui". Après, je me suis aperçu que c'était insupportable parce que c'était le même débat que Maastricht et on nous le refaisait dix ans plus tard (...). Donc, je me suis engueulé avec tous mes copains qui ont voté "oui". Et après, j'ai discuté avec un copain qui fait une thèse en droit communautaire, qui, à vrai dire, maîtrise vraiment très bien ces questions-là et qui m'a donné quelques clés. »

— Français, 38 ans, avocat, père cadre supérieur.

⁵⁵ MAUGER, 1991

⁵⁶ À rapprocher du poids des relations interpersonnelles dans la formation des jugements politiques maintes fois réaffirmé depuis les enquêtes collectives de Paul Lazarsfeld à Erie County et Elmira.

⁵⁷ Pour une analyse convergente à propos des dispositions civiques, voir BRACONNIER, 2012b.

⁵⁸ HAEGEL-LAVABRE, 2010.

⁵⁹ AGRIKOLIANSKY, 2014.

CONCLUSION

À travers cet article, nous avons voulu exposer les avantages d'un déplacement méthodologique dans l'exploitation des entretiens semi-dirigés portant sur des questions politiques. Ce déplacement consiste à déporter l'attention sociologique, habituellement focalisée sur les attitudes sous-jacentes des enquêtés, vers leurs façons de tenir un point de vue politique. Il s'agit, au fond, de faire de la relation d'enquête elle-même l'objet de l'analyse en ce qu'elle constitue une mise à l'épreuve des dispositions relationnelles acquises par les enquêtés à exprimer leurs opinions. Ce mouvement du regard sociologique suppose de se déprendre de la notion de « compétence politique » (catégorie d'analyse qui valide implicitement une conception légitimiste et normative des « aptitudes » face au politique) pour lui préférer celle de dispositions à énoncer son point de vue politique. Il invite également à rompre avec une définition *a priori* ou en surplomb des représentations du politique pour considérer le *monde social représenté* des enquêtés. Dans leur représentation du monde social, davantage façonnée par l'univers des expériences de socialisation et des relations significatives, leur propre univers d'existence s'articule de façon originale aux autres mondes sociaux (eux-aussi représentés) et aussi à l'endroit où ils situent les groupes de pouvoir, les agents de la décision et des institutions politiques. Comprendre le rapport au politique des enquêtés consiste donc à saisir leur propre cartographie du monde social, c'est-à-dire comment ils visualisent les formes de contact, d'intersection ou d'éloignement, les rapports de force ou d'indifférence mutuelle entre leur monde et les mondes qui constituent leur représentation de la réalité sociale.

Si la technique d'enquête et l'échelle d'observation sont ici individualisantes, l'analyse que nous proposons convoque différents apports de la connaissance sociologique (processus de socialisation, formes et effets de la sociabilité, objectivation des groupes sociaux) permettant de réencastrier la parole et le *monde social représenté* des enquêtés dans leurs interdépendances sociales, économiques, professionnelles, culturelles et politiques. Ce, pour parvenir à saisir chez les enquêtés la manifestation et l'origine de leurs dispositions à la socio-individuation des opinions. Cette approche dispositionnelle du rapport au politique, opérée à partir des univers d'expériences et de socialisation et attentive aux effets d'encadrement social des entourages, invite à faire un usage probabiliste des propriétés sociales des enquêtés. En effet, il s'agit de ne pas causaliser les « variables » socio-démographiques pour en déduire mécaniquement des positions et des ressources sur l'échelle des « compétences politiques » mais bien plutôt d'en faire une observation relationnelle et contextuelle pour voir inductivement comment elles peuvent être mobilisées, activées, désactivées pour produire un point de vue. À l'épreuve de la compétence politique — qui mesure les déterminants sociaux d'accès à la connaissance légitime de la politique — notre analyse conduit donc à substituer l'épreuve de la disposition à situer son soi social par rapport au territoire représenté de la politique et, le cas échéant, à y faire valoir des

intérêts expressifs⁶⁰. Cette démarche nous semble avoir pour principal mérite d'éviter de porter un regard en surplomb social – « dominocentrique », diraient Claude Grignon et Jean-Claude Passeron⁶¹ – sur l'expression des rapports au politique et considérer, à la suite de Jean-François Bayart, la pluralité des « genres discursifs du politique »⁶². Pas plus au fond qu'il n'existe un *homo œconomicus* universalisé ou universalisable dans ses dispositions à saisir rationnellement les situations et opérer en conséquence des choix économiques, il n'existe ni *homo linguisticus* « formellement libre de ses productions verbales »⁶³ ni *homo politicus* disposant indistinctement des aptitudes à énoncer des préférences et des jugements politiques⁶⁴. Chaque enquêté-e prétend être un *homo politicus* singulier, plus ou moins conforme à ce qu'il-elle perçoit de la norme citoyenne. L'effort de compréhension et d'explication sociologiques réside donc bien dans le réassemblage des indices socio-biographiques livrés au fil de l'entretien et de l'expression idiosyncrasique du rapport au politique.

Concernant le rapport à l'Europe politique, la difficulté assez généralement observée chez les enquêtés à se situer provient parfois moins d'un défaut de ressources cognitives que d'identification sociale. Au sens où, comme le constate Patrick Lehingue, un nombre croissant d'individus n'est plus en mesure de s'identifier clairement à aucun « groupe primaire »⁶⁵. Sur ce point d'ailleurs, l'analyse socio-individuée invite aussi à nuancer la dichotomie classes populaires/classes supérieures. En effet, si les membres des secondes sont a priori tenus pour plus compétents pour opiner sur l'Europe politique, ils s'avèrent quelquefois pourtant démunis d'une telle disposition car ne bénéficiant pas d'un entourage où l'actualiser pour des raisons biographiques et/ou sociales. Si « les attitudes vis-à-vis de l'UE sont socialement structurées »⁶⁶, on ne peut pour autant affirmer que les coordonnées sociales des individus produisent universellement et mécaniquement des effets anticipables sur leur rapport à l'Europe politique. La lecture probabiliste de ces coordonnées et leur mise en contexte socio-biographique doivent l'emporter sur leur lecture déterministe où la convocation de variables se substitue au travail sociologique. Les propriétés sociales étant toujours fondées sur des catégorisations statistiques normalisées, elles s'avèrent en situation, très largement déconnectées des expériences et des visions du monde des enquêtés. La leçon principale de notre ré-analyse du matériau de l'enquête Concorde nous incite, au contraire, à les replacer dans les significations que leur confèrent les univers matériels et imaginaires d'existence, donc dans les contextualisations à la fois situées et relationnelles où elles s'apprécient quotidiennement⁶⁷.

⁶⁰ Qui sont davantage ici des « intérêts politiques (au sens large du terme) » que des pulsions biologiques, également incluses dans l'expression, BOURDIEU, 1982, p. 168.

⁶¹ CRIGNON, PASSERON, 1989.

⁶² BAYART, 1989.

⁶³ Sur le parallèle entre les modèles de l'*homo œconomicus* et de l'*homo linguisticus* et leur critique, voir BOURDIEU, 1981, p. 44.

⁶⁴ Sur le « renoncement » de la rationalité des électeurs, voir BLONDIAUX, 1996.

⁶⁵ LEHINGUE, 2011.

⁶⁶ CAUTRÈS, 2001.

⁶⁷ « Un acteur (ou ses dispositions) ne peut jamais être défini par une seule "situation" ni même par une série de coordonnées sociales » : LAHIRE, 2001, p. 81-91.

Références citées

- AGRIKOLIANSKY, É. (2014) « La politisation *ordinaire* d'une population *extra-ordinaire*. Les électeurs des « beaux quartiers » en campagne électorale (2006-2008) », *Politix*, 106 :135-157.
- ALDRIN, Ph. (2003) « S'accommoder du politique. Économie et pratiques de l'information politique », *Politix* 64 : 177-203.
- ALDRIN, Ph. (2010) « L'invention de l'opinion publique européenne. Genèse intellectuelle et politique de l'Eurobaromètre (1950-1973) », *Politix* 89 : 79-101.
- ALDRIN, Ph. & Lassalle de, M. (2010) « Façons de parler d'Europe » in D. GAXIE, M. de LASSALLE, N. HUBE & J. ROWELL, dir. *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica : 149-174.
- BAYART, J.-F. (1985) « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique* 35 : 343-373.
- BECKER, H. (1988) *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion.
- BLONDIAUX, L. (1996) « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique* 46 : 753-791.
- BOLTANSKI, L. (1982) *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit.
- BOLTANSKI, L. & al. (1984) « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales* 51 : 3-40.
- BOLTANSKI, L. & THEVENOT, L. (1991) *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.
- BOLTANSKI, L. (2009) *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris Gallimard.
- BOURDIEU, P. (1979) *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU, P. (1981) *Questions de sociologie*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU, P. (1982) *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.
- BOURDIEU, P. (1993) dir., *La Misère du monde*, Paris, Seuil.
- BRACONNIER, C. (2012) « À plusieurs voix. Ce que les entretiens collectifs in situ peuvent apporter à la sociologie des votes », *Revue française de sociologie*, 53(1) : 61-93
- BRACONNIER, C. & DORMAGEN, J.-Y. (2007) *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard.
- BRUBAKER, R. (2001) « Au-delà de "l'identité" » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139 : 66-85
- CARDON, D. HEURTIN, J.-Ph., LEMIEUX, C. (1995) « Parler en public », *Politix* 31 : 5-19.
- HEURTIN, J.-Ph. (2007) « Les formes de l'entretien en sciences sociales », in X. Marc, dir., *Les méthodes des sciences sociales*, Grenoble, PUG.
- CAUTRES, B. (2001) « L'électeur européen : une émergence difficile ou impossible ? », *Politique européenne*, 4 : 47-72.
- CERTEAU, M. de (1990) *L'Invention du quotidien* (tome 1 : Arts de faire), Paris Gallimard.
- CHAMPAGNE, P. (1990) *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit.
- CHENU, A. (2005), *Sociologie des employés*, Paris, La Découverte.
- CRAMER WALSH, K. (2004) *Talking about Politics : Informal Groups and Social Identity in American Life*, Chicago, University of Chicago Press.
- DELLI CARPINI, M. X. & KEETER, S. (1996) *What Americans Know about Politics and Why It Matters*, New Haven, Yale University Press.
- DELOYE, Y. (2006) *Les Voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Fayard.

- DELOYE, Y. (2007) « Pour une sociologie historique de la compétence à opiner "politiquement" », *Revue française de science politique* 57(6) : 775-798.
- DUBOIS, J. (1969) « Énoncé et énonciation », *Langages* 13 :100-110.
- DUCHESNE, S., FRAZER, E. HAEGEL, F. & VAN INGELGOM, V. (2013) dir., *Citizens' Reactions to European Integration Compared. Overlooking Europe*, Londres, Palgrave Macmillan.
- DUCHESNE, S. & HAEGEL, F. (2004) « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique* 54(6) : 877-909.
- ELIAS, E. (2010) *Au-delà de Freud. Sociologie, psychologie, psychanalyse*, Paris, La Découverte.
- ELIASOPH, N. (1990), « Political Culture and the Presentation of Political Self : A Study of the Public Sphere in the Spirit of Erving Goffman », *Theory and Society* 19(4) : 465-494.
- ELIASOPH, N. (2010) *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Economica.
- GAMSON, W. (1992) *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GAXIE, D. de LASSALLE, M. HUBE, N. & ROWELL J., dir. *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica.
- GAXIE, D. (1978) *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.
- GEERTZ, C. (1986) *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, PUF.
- GOFFMAN, E. (1974) *La mise en scène de la vie quotidienne* (tome 1: La présentation de soi), Paris, Minit.
- GOFFMAN, (1987) *Façons de parler*, Paris, Seuil.
- GOFFMAN, E. (1988), « La situation négligée », in *Les moments et leurs hommes* (textes recueillis et présentés par Yves Winkin), Paris, Seuil-Minit :143-149.
- GOFFMAN, E. (1991) *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Seuil.
- GRIGNON, C., PASSERON, J.-C. (1989) *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard-Le Seuil.
- HAEGEL, F. & LAVABRE M.-C. (2010) *Destins ordinaires. Identité singulière et mémoire partagée*, Presses de Sciences Po.
- HOGGART, R. (1970) *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Seuil.
- JOIGNANT, A. (2007) « Compétence politique et bricolage », *Revue française de science politique* 57(6) : 799-817.
- LAHIRE, B. (2001) *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Hachette.
- LANE, R. (1962) *Political life. Why people get involved politics*, Glencoe, The Free Press.
- LASSALLE de, M. (2011) « Les mondes de l'Europe. Appropriations multiformes d'un processus d'institutionnalisation à distance », in GAXIE, D. de Lassalle, M. HUBE, N. & ROWELL J., dir., *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica : 163-180.
- LEHINGUE, P. (2011) *Le vote. Approche sociologique de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, La Découverte.
- MARIOT, N. (2010) « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix* 92 : 165-194.
- MAUGER, G. (1991) « Enquêter en milieu populaire », *Genèses* 6 :125-143.
- MAYER, N. (2010) *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin.
- MISCHI, J. (2009) *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Presses universitaires de Rennes.
- MONDAK, J. (1993) « Public Opinion and Heuristic Processing of Source Cues », *Political Behavior* 15(2) :167-192.

- NEUMANN, R. (1986) *The Paradox of Mass Politics. Knowledge and Opinion in the American Electorate*, Cambridge, Harvard University Press.
- PROTEAU, L. (2009) « Interrogatoire. Forme élémentaire de classification », *Actes de la recherche en sciences sociales* 178 : 4-11.
- SCHÜTZ, A. (2007) *Essais sur le monde ordinaire*, Paris, Le Félin.
- SNIDERMAN, P. (1998) « Les nouvelles perspectives de la recherche sur l'opinion publique », *Politix* 11 : 123-175.
- VOEGLI, M. (2004) « Du Jeu dans le Je. Ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et Politiques*, 51 : 145-158.